

PASS CULTURE, GEL DE LA PART COLLECTIVE : LA JEUNESSE SCOLARISÉE PREMIÈRE VICTIME, LES ÉQUIPES ENSEIGNANTES MÉPRISÉES, LES ARTISTES MENACÉES !



C'est avec stupeur que le monde enseignant et de la culture ont appris, ce jeudi 30 janvier 2025, l'arrêt brutal des financements de la part collective du Pass Culture, jusqu'à la fin de l'année scolaire. Le ministère de l'Éducation nationale a décidé de geler du jour au lendemain le budget bloquant le travail des équipes enseignantes dans tout le pays, mettant en péril des milliers d'emplois notamment artistiques.

La réouverture de la plate-forme adage le 7 février n'est en rien une réponse aux interventions syndicales. Les crédits pour l'année 2025 (72 millions d'euros) sont inférieurs aux crédits mobilisés en 2024 (97 millions d'euros), des crédits bien en-deçà des annonces de financement (25 euros par élève en collège, 30 euros pour un élève de Seconde et 20 euros pour un élève de Première et Terminale).

Sans concertation, sans avertissement, ce choix budgétaire met fin à de nombreux projets artistiques et culturels construits en collaboration, parfois depuis des mois, avec des enseignant·es et des établissements scolaires ; une décision qui va pénaliser en premier lieu les élèves les plus défavorisé·es dont nous savons l'accès à la Culture plus difficile et priver plus généralement l'ensemble des élèves de projets utiles pour leur construction personnelle et leur émancipation.

Ce sont aussi des auteur·trices, des artistes interprètes, des technicien·nes, des journalistes, du personnel administratif... qui se retrouvent **du jour au lendemain en grand danger**. Après le rapport de la Cour des Comptes, nous étions en droit d'attendre une autre réforme du Pass Culture comme la remise en cause de sa forme juridique en Société par Actions Simplifiées ou encore le développement d'une véritable politique de médiation culturelle.

- ▶ **Nous demandons expressément au ministère de la Culture et au ministère de l'Éducation nationale de reprendre en main les financements de la part collective afin de permettre à tous les projets de voir le jour.**
- ▶ **Nous demandons que la part collective soit financée à hauteur des besoins.**

Enseignants, professionnel·les des arts et de la culture, journalistes, parents 'élèves, collégien·nes, lycéen·nes, **mobilisons-nous !**

**Les organisations signataires appellent à
Rassemblement devant le Rectorat de Grenoble
Mercredi 19 février à 12H30. 7 place Bir-Hakeim**

